

I) Au Kremlin-Bicêtre, le groupe LR réclame la démission du maire soupçonné de corruption



Alors que le maire du Kremlin-Bicêtre, Jean-Marc Nicolle, est mis en examen depuis une dizaine de jours, notamment pour corruption, soupçonné d'avoir demandé à des entreprises souhaitant travailler avec la ville de financer son association d'oenologie afin de récupérer l'argent pour jouer au tiercé, le groupe d'opposition LR demande à l'élu de démissionner.

« Si les événements se sont accélérés depuis deux semaines, notre ville est bel et bien plongée depuis près d'un an dans une crise de crédibilité sans précédent. Malgré son entêtement à s'accrocher à son siège comme une moule à son rocher, le maire n'est de fait plus en position de représenter notre ville à l'égard des interlocuteurs de notre commune : représentants de l'Etat, autres collectivités locales, entreprises, associations locales, etc. », pose Léa Morgant au nom du groupe LR.

« Il n'est pas question de remettre en cause l'article 9 de notre Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen qui nous est si chère : « Tout homme est présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable ». Mais quelle que soit l'issue des procédures judiciaires à l'encontre de Monsieur Nicolle – non-lieu, relaxe ou condamnation – il est de fait qu'il ne dispose plus désormais de la confiance, de la fiabilité et l'autorité nécessaires pour gérer et animer une commune.

Il est des moments où, tout en se battant légitimement pour se justifier, il est nécessaire d'être objectif avec soi-même, de faire preuve de retenue personnelle et de donner priorité à l'intérêt général. C'est dans ce sens que Monsieur Nicolle doit tirer toutes les conséquences de la situation actuelle et se démettre », poursuit la conseillère d'opposition.

Le groupe raille par ailleurs une « révolution de palais » à l'intérieur dans la majorité municipale. « Chacun se positionne pour se partager un héritage qui n'est pas encore disponible ... Les uns excluent les autres ... Quelle indignité! Le jeu des chaises musicales n'est pas digne de ce que les citoyens attendent de responsables politiques », tacle encore le groupe qui souhaite également revenir sur les « basiques de l'affaire » et réclame de nouvelles investigations de la part de la Chambre régionale de la Cour des Comptes sur la comptabilité de la ville.

Le prochain Conseil municipal du Kremlin-Bicêtre se tient ce jeudi 12 avril.



LAPRESSEENREVUE.EU

# II) Forces de l'ordre liées à l'ultra-droite violente: la DGSI s'inquiète

Par Matthieu Suc et Marine Turchi

renseignement Les services de de s'inquiètent la proportion grandissante de membres des forces de sécurité ayant rejoint des groupuscules d'autodéfense. Parmi les « objectifs de la DGSI » suivis pour leurs liens avec « l'extrême droite violente », on recense cinquantaine de policiers, gendarmes et militaires. Les autorités de tutelle ont été alertées à l'automne dernier.

Les services de renseignement ont alerté à l'automne leurs autorités de tutelle. Atone depuis du groupe skinhead démantèlement Voie Troisième », dont des sympathisants avaient tué en 2013 le militant d'extrême gauche Clément Méric, la mouvance dite de l'ultra-droite est de retour et, estiment les services, le risque de la voir passer à l'action violente est « évalué à la hausse pour la période à venir » selon les uns, « demeure élevé » selon les autres.

Ces derniers jours, des membres de cette mouvance se sont manifestés en commettant des exactions à l'intérieur des facultés, que ce soit à Montpellier (<u>ici</u> et <u>là</u>), à <u>Lille</u>, à <u>Angers</u>, à Strasbourg, ou encore au lycée autogéré de Paris. Mais ce n'est pas cette branche-là de l'ultra-droite qui inquiète le plus les services. D'après nos informations, la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) a récemment souligné la proportion grandissante de militaires ou de membres des forces de l'ordre ayant intégré des groupuscules d'autodéfense nés dans la foulée des attentats. Comme nous l'ont confirmé plusieurs sources, une cinquantaine d'objectifs de la DGSI sont... des fonctionnaires, membres des services de sécurité, en activité ou à la retraite.

À telle enseigne que les services de renseignement ont dû sensibiliser à ce sujet plusieurs administrations. Parmi lesquelles les différents corps d'armée, la police, la gendarmerie, les douanes ainsi que l'administration pénitentiaire. Cela afin d'améliorer l'échange d'informations sur les fonctionnaires suspects mais aussi afin de prévenir le recrutement de tout nouveau policier ou militaire déjà recensé comme figurant dans cette mouvance. L'« entrisme » de « l'extrême droite violente » au sein des forces de sécurité préoccupe la DGSI, les Renseignements territoriaux (RT) et la Direction du renseignement de la préfecture de police (DRPP) de Paris.

Depuis 2015 et le début de la vague d'attentats qui ensanglantent la France, plusieurs groupuscules affiliés à l'extrême droite radicale se sont constitués dans le but de lutter contre « le péril islamique » et de se substituer à un État défaillant, en se préparant à recourir à la violence dans la perspective d'une guerre civile. « Même

s'ils restent embryonnaires, ils claironnent leur volonté de riposter et nous suivons cela de très près », concède un autre haut gradé des services de renseignement.

Déjà en mai 2016, Patrick Calvar, le patron d'alors de la DGSI, avait tiré la sonnette d'alarme lors d'une audition devant la commission de la défense nationale et des forces armées à l'Assemblée nationale : « Les extrémismes montent partout et nous sommes, nous, services intérieurs, en train de déplacer des ressources pour nous intéresser à l'ultra-droite qui n'attend que la confrontation [...]. Il nous appartient donc d'anticiper et de bloquer tous ces groupes qui voudraient, à un moment ou à un autre, déclencher des affrontements intercommunautaires. » Ce que n'avait alors pas encore perçu son service, c'est l'influence grandissante de certains de leurs propres collègues au sein des groupuscules.

Car, dans ce contexte de conflit larvé, ces milices qui ne disent pas leur nom draguent les membres de services de sécurité, construisent leurs discours à leur attention, veillent à valoriser chaque nouvelle recrue issue des rangs de la police, de la gendarmerie ou de l'armée. Des professionnels recherchés à la fois pour leur savoir-faire en matière de maintien de l'ordre et d'opérations coups-de-poing ainsi que pour leurs réseaux. Selon une source, certains membres des forces de l'ordre seraient même sollicités pour accéder aux informations confidentielles que recèlent les fichiers de police et de gendarmerie.

Au premier rang de ces groupuscules de défense civile, Les Volontaires pour la France (VPF), apparus au lendemain du 13-Novembre et ayant pour objectifs de « défendre l'identité française » et de « combattre l'islamisation du pays ». Sur les quelque 200 militants disséminés en France, les VPF comptent une cinquantaine de militaires et de membres des forces de l'ordre à la retraite. Contacté, le groupuscule revendique « près de 800 membres, parmi lesquels de nombreux militaires en retraite dont un certain nombre d'officiers supérieurs et de généraux ».

Antoine Martinez, l'un des co-présidents de ce groupe désormais constitué en association, est d'ailleurs un ancien général de l'armée de l'air, « spécialiste du renseignement » autoproclamé, et président du comité de soutien au général à la retraite Christian Piquemal qui avait, en février 2016, défrayé la chronique en s'impliquant dans une manifestation non autorisée contre la politique migratoire. L'ancien parachutiste et excommandant de la Légion étrangère avait été relaxé par la justice mais radié des cadres de l'armée.

Le second co-président des VPF, l'ancien député européen (FN) Yvan Blot, revendique, lui, dans sa biographie être un « ancien haut fonctionnaire au ministère de l'intérieur en charge des affaires de terrorisme ». Il serait désormais, selon la réponse des VPF adressée à Mediapart, « aujourd'hui conseiller du Club Valdaï, proche du Kremlin ». Sur le site des VPF, on peut lire que « les Volontaires peuvent se former, s'instruire, s'entraîner grâce à des journées, des week-ends ou des séminaires de formation organisés par les cadres de l'organisation et animés par des spécialistes dans tous les domaines ». Toujours dans le mail à Mediapart, les VPF assurent n'être « en aucun cas une milice », ni être « affiliés ou associés à aucun parti politique ». « Nous sommes des pères et des mères de famille lucides et précautionneux, conscients des dangers et de l'utopie du vivre ensemble avec un islam conquérant, pour les avoir déjà vécus sur des théâtres d'opérations extérieures (Liban, Kosovo...) », conclut l'association dans sa réponse.



Sur le site internet des Volontaires pour la France (VPF).

À la tête des réseaux Rémora, on retrouve... un ancien inspecteur des renseignements généraux (RG). Âgé de 68 ans, passé par le Bloc identitaire puis le Front national, le militant Luc Sommeyre appelle, sur internet, « la société civile tout entière » à anticiper « la désespérance prévisible de nos Soldats, de nos Gendarmes et de nos Policiers », faute d'être en nombre suffisant pour répondre à des « attentats multiples et coordonnés par Daesh ». Pour ce faire, il invite les « patriotes » à constituer quinze cellules, composées « à l'idéal » de quatre à sept personnes, réparties sur l'ensemble du territoire afin d'« apporter leur connaissance parfaite du terrain et leur soutien aux unités de l'armée, de la gendarmerie et de la police qui pourraient être amenées à intervenir hors de leurs bases naturelles » en cas d'attaques des « islamoterroristes ».

Il s'agit de collecter du renseignement opérationnel, comme identifier « l'emplacement des stocks de nourriture et d'eau potable, [...] des transformateurs électriques et autres sources d'approvisionnement énergétique » mais aussi localiser « les centres de réunion des individus qui se déclarent ouvertement ennemis de notre Patrie, comme les mosquées salafistes », dénombrer et identifier « les personnes physiques qui manifestent une hostilité ouverte ou larvée à l'encontre de notre Pays et des nôtres ». En clair, procéder à un fichage d'individus et de lieux de culte, autant de procédés qui ne doivent pas tout à fait correspondre avec le « respect absolu de la loi républicaine » affiché en capitales sur le site qui héberge le manifeste fondateur des réseaux Rémora. Une douzaine de cellules seraient néanmoins constituées, remplissant missions « avec sérieux et discrétion ». Luc Sommeyre revendique « plusieurs centaines de femmes et d'hommes répartis sur l'ensemble du territoire national et en Europe ».

Apparus en Finlande en 2015, les Soldats d'Odin – du nom du roi des dieux dans la mythologie nordique – proposent, eux, des patrouilles de rue afin de lutter contre les migrants et la délinquance que ceux-ci sont supposés occasionner. Un an plus tard, ce mouvement scandinave a le droit à sa déclinaison française avec les « Soldats d'Odin Breizh », basés dans le Finistère. Ils auraient également essaimé à Bordeaux et dans le nord de la France.

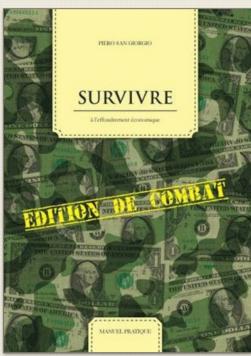


Photo postée sur la page Facebook des Soldats d'Odin avec la légende suivante: « AG 2018 soldats d'Odin officiel France ».

#### « On ignore tout du facho des champs »

La réédition du livre de Piero San Giorgio.

À l'origine de cette régénérescence : Piero San Giorgio, un officier de réserve suisse dont le best-seller Survivre à l'effondrement économique, réédité en « édition de combat », se revendique « manuel de survie ». L'écrivain, qui a donné des conférences avec Alain Soral, prédit un état de guerre généralisé d'ici à 2025 et propose de développer des zones rurales autosuffisantes pour survivre. Certains militants veulent s'inspirer de son mode d'emploi pour créer des groupes de survie, sorte de « Tarnac de droite ». À Guerlesquin, dans le Finistère, les identitaires avaient déjà créé leur propre lieu, Ty Breizh, qui a depuis été mis en vente.



La réédition du livre de Piero San Giorgio.

Rencontré, un ponte de la lutte antiterroriste confirme : « L'ultra-droite se structure de façon assez inquiétante. Et c'est vrai que l'on retrouve beaucoup de militaires ou d'anciens militaires. En revanche, au sein des forces de l'ordre, ce n'est pas flagrant », tempère ce haut gradé... des forces de l'ordre. « Les dangers sont en province et non à Paris. Ce sont souvent des militaires de retour de mission en Afghanistan ou en Irak, complète un ancien des services. Ils rentrent traumatisés, il faut les surveiller pour ne pas qu'ils continuent leur combat individuel. Certains créent des groupes sur les réseaux sociaux, ou se radicalisent à travers eux, d'autres peuvent passer à l'action. »

Lors des rassemblements contre le « mariage pour tous » en 2013, certains militaires radicalisés avaient déjà témoigné de leurs velléités. Le collectif Printemps français avait ainsi tenté d'occuper les Champs-Élysées – une idée impulsée par Philippe Darantière, un ancien officier parachutiste reconverti dans l'intelligence économique. Parallèlement, une publication d'extrême droite avait appelé des hauts gradés catholiques – tel Bruno Dary, ancien gouverneur militaire de Paris – à provoquer un coup d'État.

Ce sont aussi des hauts gradés que l'on retrouve dans des clubs prônant un « réarmement moral », non violent, comme le cercle Renaissance, parfois comparé à une sorte de « maçonnerie blanche ». En février, le colonel Éric du Réau a ainsi remis leur prix 2018 à un ancien aumônier militaire, Jean-Paul Argouarc'h. Dans les années 2000, du Réau a milité sous les couleurs du Front national, où il a notamment fait du rabattage de parrainages pour Jean-Marie Le Pen auprès d'anciens militaires.



Les « patrouilles » des Soldats d'Odin. © Page Facebook "Soldats d'Odin Officiels France"

La multiplicité de ces structures complique la tâche des services. « Dans les grandes villes comme Lyon par exemple, c'est facile, nos clients sont sous nos yeux, considère un analyste. Mais on ignore tout du facho des champs... » Selon un vétéran des services, les groupes violents se montent « là où l'extrême droite est la moins suivie » ou bien où « le maillage gendarmesque est allégé ».

Dans le Grand Ouest, entre Nantes et Angers, les actions violentes de jeunes d'extrême droite liés aux identitaires ou au GUD ont connu une forte résurgence : « Nez de cochons » pour s'opposer à la construction de la mosquée ; descentes en ville ciblant les personnes noires et arabes aux cris d'« À mort les Arabes, à mort les Noirs », avec une matraque de 25 centimètres, propos suprémacistes et racistes, chasse aux antifascistes, tournée de salons du livre dans l'Ouest pour s'en prendre aux stands des « rouges ». Comme « un faux air d'Orange mécanique » dans le Maine-et-Loire, notaient Le Monde et Ouest-France. À Angers, un bar associatif d'extrême droite est depuis le début de l'année le lieu de réunions de militants et a déjà reçu la visite de la police.

En Loire-Atlantique, le département voisin, des actes de violence ciblant les migrants, non élucidés, inquiètent aussi : cocktails Molotov contre un squat occupé par des réfugiés ici, coups de feu sur un centre d'accueil là. « À Nantes, cette mouvance est plus visible qu'il y a quelques années », avait réagi le directeur départemental de la police, Jean-Christophe Bertrand.

Dans le nord de l'Hexagone, à Calais, toute l'ultradroite semble s'être donné rendez-vous ces dernières années, développant des collectifs et milices en réaction aux camps de migrants. On y a vu, pêle-mêle, le général Piquemal, l'ex-policier Luc Sommeyre, ou encore le groupe « Sauvons Calais » de Kevin Reche, un militant issu du Parti de la France (créé par d'ex-FN) dont le tatouage d'une division SS a fait polémique. En 2016, un épisode avait été très médiatisé : un Calaisien lié à l'extrême droite radicale avait brandi un fusil contre des manifestants lors d'une marche en soutien aux réfugiés.





À Calais, en janvier 2016, un homme brandit un fusil contre des manifestants lors d'une marche en soutien aux réfugiés.

À Marseille, le retour des violences de l'ultradroite est venue des rangs des royalistes de l'Action française (AF), avec des actions coupsde-poing et l'installation en 2014 d'un local dans le fief des antifascistes, suscitant des affrontements. Depuis, l'arrivée de Bastion social, d'inspiration néofasciste, est venue cristalliser les tensions (ce sera l'objet du second volet de notre enquête).

Ce foisonnement n'est pas sans générer quelques frustrations et tensions. Là où les dirigeants, de peur de poursuites pénales, insistent pour inscrire leur action dans un cadre plus ou moins légal, leurs militants ne l'entendent pas de cette oreille. Ainsi, certains groupes d'autodéfense connaîtraient déjà une hémorragie de leurs effectifs, des membres faisant sécession afin de créer des cellules destinées à mener de réelles opérations clandestines.

Différentes sources au sein des services de renseignement et de la lutte anti-terroriste soulignent « la faiblesse » induite par les scissions successives de ces groupuscules et surtout leur « amateurisme ». « D'un point de vue opérationnel, ils sont mauvais. Mais mauvais... », s'amuse le responsable de la lutte antiterroriste précité. « D'ailleurs, lors de leurs manifestations, on ne dénombre pas de représentants de pays voisins. Il n'y a pas de coopération internationale, de convergence des luttes comme on le constate avec les mouvements de l'ultra-gauche. » Un haut gradé des services de renseignement insiste sur le fait que les groupes de l'ultra-droite, au fil de leurs dissensions successives, ont « perdu de leur superbe ».

En revanche, ces mêmes sources constatent avec une certaine appréhension que différents groupuscules incitent leurs membres à s'armer, par un biais légal, en leur recommandant de pratiquer la chasse ou le tir sportif. En octobre 2017, la sous-direction antiterroriste (SDAT) et la DGSI démantelaient une cellule constituée autour d'un certain Logan Nisin. Selon nos informations, on recense parmi ses complices présumés un fils de gendarme, un fils de policier ainsi qu'un élève de l'école de formation des sous-officiers de l'armée de l'air.

Cette « organisation d'ultra-droite à visée terroriste, la première depuis plusieurs dizaines d'années en France », comme la qualifiera un rapport de la SDAT, projetait des actions violentes contre des migrants, des trafiquants de drogue puis des assassinats politiques – Jean-Luc Mélenchon, puis Christophe Castaner avaient été envisagés comme cibles - dans les Bouches-du-Rhône. Sur l'une de ses pages Facebook, dédiée au terroriste norvégien Anders Breivik, on pouvait lire: « Rebeus, blacks, dealers, migrants, racailles, jihadistes, si toi aussi tu rêves de tous les tuer, nous en avons fait le vœu, rejoinsnous! » Comme l'avait révélé Le Monde (ici et *là*), plusieurs suspects avaient à leur domicile des armes « toujours détenues légalement », nombre d'entre eux étant des pratiquants de tir sportif ou des amateurs d'airsoft (un jeu d'équipes en plein air avec des répliques d'armes à feu).

Cette volonté de s'armer fait craindre aux services « des passages à l'acte ». Avant Logan Nisin, il y a eu le précédent du sergent de l'armée de l'air Christophe Lavigne (deux missions en Afghanistan à son actif). En 2013, sa mère prévient la police : elle redoute la radicalisation de son fils de 23 ans. L'ancien militaire est neutralisé en 2013 par la DGSI, qui le suspecte de projeter d'attaquer une mosquée à côté de Lyon. Un an plus tôt, l'ancien militaire avait jeté un cocktail Molotov sur la mosquée de Libourne (Gironde), ce qui lui avait valu une condamnation pour « dégradation d'un lieu de culte en relation avec une entreprise terroriste ».

En garde à vue, il avait notamment indiqué qu'il voulait créer des émeutes semblables à celles de 2005 en banlieue. Pour le procureur, l'ancien militaire s'était « testé » pour voir s'il était capable de mener « un projet de plus grande ampleur ». En février 2016, Christophe Lavigne est à nouveau condamné, pour "détention d'armes": des armes et 200 kilos de munitions ont été saisis chez lui et chez son père, lors d'une perquisition administrative dans le cadre de l'état d'urgence. D'après Le Monde, le jeune homme ne figurait sur aucun fichier de renseignement, n'était encarté dans aucune organisation, mais ne cachait pas, sur Facebook, sa sympathie pour la mouvance identitaire.

Désormais, l'apport de vrais professionnels de la sécurité se fait sentir. La mouvance apprend à mieux cloisonner ses réseaux. Les membres des groupuscules sont invités à protéger leurs communications en ayant recours à des messageries cryptées. « Cette précaution élémentaire réduira à néant la nocivité des taupes qui ne manqueront pas de tenter de s'infiltrer », explique le site d'un de ces groupes. « Attention : on ne joue plus... »



## III) Notre-Dame-des-Landes: Objectif "presque atteint", selon les autorités

par Guillaume Frouin



L'opération de démantèlement de la "zone à défendre" de Notre-Dame-des-Landes, où le gouvernement a renoncé à construire un aéroport, est un succès, a déclaré lundi la préfète de la Loire-Atlantique, malgré les affrontements avec les forces de l'ordre. /Photo prise le 9 avril 2018/ REUTERS/Stéphane Mahé

NOTRE-DAMES-DES-LANDES, Loire-Atlantique (Reuters) - L'opération de démantèlement de la "zone à défendre" de Notre-Dame-des-Landes, où le gouvernement a renoncé à construire un aéroport, est un succès, a déclaré lundi la préfète de la Loire-Atlantique, malgré les affrontements avec les forces de l'ordre.

Une dizaine de "squats" ont été démolis lors de la première journée de l'opération qui mobilise de 2.200 à 2.500 gendarmes à l'intérieur et à la périphérie de la zone et qui a vocation à s'achever mardi, a expliqué Nicole Klein.

"L'objectif est presque atteint", a-t-elle dit lors d'une conférence de presse. "On a été vite, cela a été plus rapide que ce qu'on pensait."

Les services de l'État se sont donné pour objectif de démolir 40 des 97 "lieux de vie" occupés par les militants présents dans la "Zone à défendre" (ZAD) : ils seraient situés trop près de la route départementale D281 et leurs occupants n'auraient pas déposé de dossier de projet agricole individuel.

L'opération a donné lieu a des heurts, notamment au lieu-dit "les fosses noires", où les gendarmes ont répliqué par des tirs de grenades lacrymogènes et assourdissantes à des jets de projectiles, notamment des pierres.

Un gendarme a été légèrement blessé à l'oeil par un tir de fusée mais il est déjà sorti de l'hôpital, a dit Nicole Klein. Un zadiste est également en garde à vue à Saint-Nazaire pour avoir jeté un cocktail Molotov sur les forces de l'ordre, a-t-elle précisé. Un autre a également été blessé, ont dit les opposants à l'ex-projet d'aéroport.

#### APPEL A LA MOBILISATION

La préfète s'est défendue de tenir un double discours, comme le soutiennent les habitants de la zone, qui s'étaient dits relativement confiants après leurs premières discussions sur le devenir des terres de Notre-Dame-des-Landes.

"Les expulsions ne concernent pas les gens qui participent à la discussion", a-t-elle dit. "Personne, parmi ceux qui sont impliqués dans le travail sur le projet agricole, n'est expulsé. Il n'y a pas de contradiction."

Les zadistes s'élèvent contre l'opération et demandent à tous leurs sympathisants de venir les rejoindre.

"C'est une réponse répressive, sans aucune réponse sur le projet qu'on développe", a dit tôt Vincent Delabouglise, du collectif de paysans opposés à l'ex-projet d'aéroport COPAIN.

"Notre colère est ce matin profonde face au lamentable gâchis que représente la destruction engagée des maisons et espaces de vie que nous avons construits ici", ont ajouté les zadistses dans un communiqué. "La ZAD ne disparaîtra pas pour autant."

"Nous appelons toutes celles et ceux qui peuvent nous rejoindre dès maintenant ou dans les prochains jours à venir sur la ZAD", ont-ils ajouté.

#### **MANIFESTATIONS**

Dans un communiqué, le ministère de l'Intérieur explique qu'"il s'agit de mettre fin à la zone de non-droit".

Il rappelle que les occupants de la ZAD qui ont accepté le dialogue avec les pouvoirs publics dans la perspective d'un projet agricole légal et de la régularisation de leur situation avaient "le soutien du gouvernement".

"L'opération débutée ce matin vient mettre à exécution des décisions de justice pour procéder à l'expulsion des occupants les plus radicaux", ajoute le ministère.

Le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, a précisé sur Europe 1 que l'opération visait à expulser une centaine d'occupants mais que des relogements étaient offerts.

"Nous faisons des sommations légales et donc si les gens quittent leur domicile, ils sont libres d'aller ailleurs (...) Il ne s'agit pas pour nous d'arrêter, sauf ceux, évidemment, qui passeraient à des actes de violence", a-t-il ajouté.

Le ministre de l'Intérieur a précisé que des forces de l'ordre seraient maintenues sur place "tant qu'il sera nécessaire" pour prévenir le retour d'occupants illégaux.

Près de trois mois après l'abandon du projet d'aéroport, un certain nombre de "zadistes" s'accrochent à l'idée d'une solution collective, comme celle qui avait été mise en oeuvre en 1984 sur le plateau du Larzac après l'abandon d'un projet d'extension de camp militaire.

Deux manifestations de soutien à la ZAD sont prévues lundi après-midi à 18h00 (16h00 GMT) à Nantes et Rennes.

Avec Emmanuel Jarry à Paris, édité par Yves Clarisse

reuters.com

### IV) SNCF: la grève reste très suivie alors que la réforme arrive à l'Assemblée



Un TGV bloqué à quai dimanche 8 avril 2018 à la gare Montparnasse © Thomas SAMSON / AFP

Le bras de fer ferroviaire se poursuit lundi, au quatrième jour d'une grève toujours très suivie, alors que débute à l'Assemblée nationale l'examen de la réforme que le gouvernement entend mener "jusqu'au bout", malgré l'opposition des syndicats et de la gauche.

Un quart des cheminots (24,9%) inscrit au planning lundi était en grève en milieu de matinée, contre 29,7% le 4 avril au deuxième jour de grève, selon les chiffres de la SNCF. Mais les conducteurs (75% de grévistes, contre 74% la semaine passée) et les contrôleurs (71%, contre 77%) restaient très mobilisés, les aiguilleurs dans une moindre mesure (35%, contre 46%).

Par conséquent, le trafic reste "très perturbé" avec un TGV sur cinq, un Transilien et un TER sur trois et un Intercités sur six en circulation. Le trafic routier a été touché par ricochet dans la matinée en Ile-de-France.

L'exécutif ira "jusqu'au bout" de son projet, a assuré Édouard Philippe dimanche, estimant que les grandes lignes de la réforme n'étaient "pas négociables", la discussion n'étant possible que sur ses "modalités".

"Pour mener une réforme comme celle-là, on ne peut pas compter sur la négociation", a appuyé le président de l'Assemblée nationale, François de Rugy (LREM), en visant une CGT qui "a toujours refusé de négocier".

- "Face à un mur" -

"Personne ne veut d'un conflit dur qui dure mais pour l'instant, on est face à un mur" et les cheminots n'ont "aucun" autre choix que la grève, a répliqué le leader de la CGT, Philippe Martinez, lundi sur Europe 1.

Son homologue de la CFDT, Laurent Berger, s'est inquiété sur France Inter d'une guerre des mots où "chacun montre ses muscles de chaque côté", alors que "pour l'instant ce dont on a besoin, c'est pas tant de communication que de discussion et de négociation ».

Face à cette situation bloquée, et alors que le conflit a déjà coûté "une centaine de millions d'euros", selon le patron de la SNCF Guillaume Pepy, le président Emmanuel Macron va entrer dans l'arène jeudi, dans le journal de 13H de TF1.

Avant cela, l'examen en séance plénière du projet de "nouveau pacte ferroviaire" débute lundi à 16h00 à l'Assemblée nationale.

Avec la concertation, le ministère des Transports "a occupé le terrain pour jouer la montre et maintenant on est devant le fait accompli" avec le début du débat parlementaire, a estimé auprès de l'AFP Roger Dillenseger (Unsa-ferroviaire). Le gouvernement "se limite à gagner du temps", jusqu'à ce que le passage à l'Assemblée soit terminé, abonde Erik Meyer (SUD-Rail).

"Arrivé le 17 (avril) au soir", date du vote, "quand on aura avalé l'ouverture à la concurrence, il ne restera plus que les modalités à négocier", dit-il.

Avant un rassemblement prévu en début d'aprèsmidi aux abords du Palais Bourbon, entre 250 et 300 cheminots se sont rassemblés dans la matinée à Lille devant le siège de la région Hauts-de-France. Plus tôt, dans cette même ville, des cheminots et étudiants avaient mis en place un barrage filtrant des bus Ouibus et Flexibus partant vers Paris et Bruxelles pour les retarder. Un rassemblement a aussi eu lieu à Marseille.

"Ce qui est à l'œuvre dans cette réforme, c'est l'ouverture à la concurrence pour plaire aux directives européennes", a dit le député LFI Adrien Quatennens, présent au rassemblement lillois. Il a dénoncé "de l'idéologie pure".

A l'Assemblée, communistes et Insoumis ont

déposé de nombreux amendements pour le maintien du statut pour les nouveaux embauchés. Outre la fin des recrutements au statut, grévistes et partis de gauche déplorent la volonté du gouvernement de transformer la SNCF en société anonyme à capitaux publics et d'ouvrir le secteur ferroviaire à la concurrence.

- Solidarité... ou pas -

Les opposants à la réforme s'inquiètent d'une privatisation à terme de la SNCF. "Fantasme", leur répond la ministre des Transports.

Élisabeth Borne estime avoir déjà fait des concessions, notamment concernant les cheminots qui changeraient d'employeur en cas de perte d'un marché par la SNCF. Ils conserveraient "la garantie de l'emploi, la retraite, la rémunération...".

En principe, la grève devrait se mettre en pause mardi matin, pour reprendre jeudi soir. Mais SUD-Rail plaide toujours pour un mouvement reconductible chaque jour au lieu de la grève deux jours sur cinq décidée par l'intersyndicale.

Pour l'heure, la SNCF prévoit un retour à un trafic "quasi normal dans l'après-midi" de mardi.

Une cagnotte de soutien aux grévistes, lancée par une trentaine d'intellectuels de gauche, avait dépassé lundi matin la barre des 500.000 euros collectés. "Plus il y a de solidarité, plus ça montre que ce combat est juste", a commenté M. Martinez.



V) SNCF: "En Allemagne, l'ouverture à la concurrence a provoqué une baisse des salaires"



La Deutsche Bahn a été mise en concurrence en 1994 - Sebastian Gollnow / DPA

Propos recueillis par <u>Laurence Dequay</u>

Le gouvernement veut réformer la SNCF sur le modèle de la Deutsche Bahn. Mais Claus Weselsky, président confédéral du GDL, un grand syndicat allemand de conducteurs, avertit : outre-Rhin, lorsque le rail a été libéralisé, la

concurrence s'est d'abord faite exclusivement sur les salaires...

Le gouvernement d'Edouard Philippe a bâti sa réforme de la SNCF sur le modèle de la Deutsche Bahn, qu'il donne en exemple aux Français. *Marianne* a donc demandé à Claus Weselsky, président confédéral du GDL, un syndicat allemand de conducteurs du rail fort de 34.000 membres, ce qui s'est réellement passé lorsqu'outre-Rhin, les chemins de fer ont été libéralisés et la Deutsche Bahn mise en concurrence. Et à ses yeux, le bon modèle ferroviaire pour l'Europe n'est pas du tout l'Allemagne... mais la Suisse! Entretien.

Vous présidez un syndicat puissant de conducteurs du rail, actif au sein de la Deutsche Bahn et de la quasi-totalité de ses concurrents. Quelles ont été en Allemagne les conséquences concrètes de la mise en concurrence de la Deutsche Bahn, après 1994?

Claus Weselsky: Les chemins de fer en Allemagne ont été libéralisés en 1994 sans que l'on se soit à l'époque fixé des règles claires. Résultat, alors qu'on pouvait autrefois régler sa montre sur l'heure de passage d'un train, aujourd'hui nos trains ont quatre ennemis: le printemps, l'été, l'automne et l'hiver. Ils connaissent des problèmes en toute saison! Pendant des décennies, les investissements dans nos infrastructures ferroviaires ont été négligés et les effectifs si drastiquement réduits que les trains allemands ont perdu tous leurs avantages sur les autres modes de transport.

En outre, dans un premier temps, cette concurrence s'est faite exclusivement sur le coût du travail et donc les salaires des conducteurs de trains et des personnels à bord des rames. Cela a même créé une spirale dangereuse, tirant tout le monde vers le bas. Rendez-vous compte : il y a quelques années, des sociétés privées de chemin de fer opérant à l'est de l'Allemagne rémunéraient encore leurs cheminots de traction 1.600 euros brut mensuels! Heureusement, des salaires aussi bas n'ont aujourd'hui plus cours.

Notre syndicat GDL, qui représente depuis plus de 150 ans les vrais intérêts des conducteurs, a dû faire preuve de combativité pour négocier dans presque toutes les entreprises ferroviaires qui opèrent en Allemagne des accords collectifs corrects garantissant une concurrence équitable. Mais nos conducteurs rêvent des niveaux de salaire et des acquis sociaux des cheminots français.

Notre gouvernement prend la Deutsche Bahn comme modèle d'organisation. Pour votre part, vous réclamez déjà une deuxième réforme du rail allemand. Qu'est-ce qui cloche?

Maintenant seulement, on essaye avec beaucoup d'argent de développer les voies, les rails. Malheureusement, les erreurs de fond ne sont pas abordées. Plutôt que d'injecter des milliards dans des projets phares comme Stuttgart 21 (le réaménagement de la gare et du nœud ferroviaire de Stuttgart, ndlr), c'est le réseau fret et voyageurs qu'il faut rénover puis cadencer intégralement! Cela n'a en effet aucun intérêt de faire siffler des trains à 300 kilomètres heure sur les voies pour faire ensuite lanterner une heure les voyageurs en correspondance. L'usager voyageur veut arriver à l'heure, en sécurité et ce, en toute saison. En Suisse, pays qui s'est donné les moyens de ces investissements et de ces les trains fonctionnent cadencements, correctement!

Pour que nous puissions cadencer les trains à l'échelle du pays, DB-Netz, la filiale qui gère le réseau (l'équivalent de SNCF réseau, ndlr), DB Energie, celle qui l'alimente, et DB Station et service (gestion des gares) doivent fusionner dans une seule et même société. Et cette nouvelle entité aura grand besoin de cheminots qui connaissent à fond un système ferroviaire, par nature complexe. Les chemins de fer allemands doivent aussi embaucher massivement. Nous manquons déjà de plus de 1.000 conducteurs de locomotives. Or ceux qui sont en poste ont en moyenne plus de 50 ans, ils partiront donc prochainement en nombre en retraite.

Les agents de la SNCF en France sont en grève aussi pour défendre leur statut, leurs parcours de carrière. En Allemagne, avez-vous vécu la fin de l'embauche des collaborateurs de la DB sous statut public comme un recul social?

Les employés de la DB, qui conservent un statut de fonctionnaire, sont plus protégés que des cheminots sous droit privé. Cependant en Allemagne, nous ne pouvons faire grève légalement contre cet arrêt du recrutement de conducteurs sous statut public. D'une part, parce que chez nous, les agents publics n'ont pas le droit de faire grève. D'autre part, parce que les syndicats n'ont pas le droit de lancer sur les lieux de travail des mobilisations de nature politique. Donc nous ne pourrons pas revenir en arrière. Cependant, grâce à la solidarité de nos adhérents, nous luttons pour décrocher de meilleures rémunérations et conditions de travail pour les conducteurs et les personnels de bord.

# Quel modèle devrait selon vous inspirer l'Europe si elle veut faire preuve d'ambition dans le ferroviaire ?

Nous devrions adopter une politique ferroviaire prenant en exemple le modèle suisse. Les citoyens helvètes aiment leurs trains parce que ces derniers les acheminent en toute sécurité, sans encombre, ponctuellement du point A au point B de leur choix. Le ferroviaire compétitif, c'est aussi simple que cela!

Marianne



LAPRESSEENREVUE.EU